



FSU 77

CTSD 24 janvier 2019 : Déclaration FSU

Madame l'inspectrice d'académie, mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Madame l'inspectrice d'académie, vous allez ,*enfin*, nous dévoiler aujourd'hui la totalité de vos propositions d'implantations et de retraites de postes, selon la priorité nationale du dédoublement des CE 1 de REP et les trois axes de votre politique départementale tels que vous nous les avez décrits lors du Groupe de travail du 17 janvier dernier, le tout dans le cadre très contraint de notre maigre dotation départementale.

Nous écrivons « enfin » car lors de ce GT, après un début quelque peu flottant où campée sur des positions antérieures, (à savoir ne rien dévoiler des mesures proposées), vous vous êtes rapidement aperçu qu'aucun échange n'était possible s'il n'y avait pas une base de discussion, c'est-à-dire les mesures de carte scolaire que vous vouliez prendre. Nous avons donc pris connaissance d'un certain nombre de mesure mais pas de toutes. Même si nous aurions aimé avoir l'ensemble des mesures proposées, nous notons un réel changement par rapport aux années passées. Voilà longtemps que nous n'avions pas pu échanger avec l'administration et nous sommes convaincus que vous aurez à cœur de rétablir au sein de nos instances, un climat de travail fructueux, de nature à favoriser le paritarisme et les analyses, fussent-elles divergentes. C'est pourquoi, nous continuons de réclamer que les GT « carte scolaire » soient programmés sur une journée complète et que nous réfléchissions ensemble à une méthodologie, une façon d'aborder groupe de travail et CTSD.

Mais revenons à l'ordre du jour de ce CTSD qui est la répartition des moyens dans le premier degré.

Modulée en fonction du nombre de classes à dédoubler, la dotation ministérielle de 3800 postes pour la rentrée prochaine ne permettra pas de remplir cet objectif qui, à lui seul, en demanderait 6400.

Rapporté à notre département, nous voyons bien la difficulté de l'équation. Une dotation de 40 postes pour, selon vos estimations, un besoin de 54 postes pour mener à bien les dédoublements des CE1 en REP cette année. Tous les départements sont confrontés à cette difficulté. Il faudra donc supprimer des postes ailleurs et par la même dégrader les conditions d'enseignement dans les classes ordinaires.

Pourtant, vous nous l'avez assuré, ces 40 postes seront intégralement dédiés à la ruralité. Nous devons avouer qu'à l'issue du dernier groupe de travail, nous n'avons pas vu où ils étaient utilisés puisque nous avons noté 24 fermetures en RPI. Même si, effectivement, après fermeture, la moyenne par classe est celle de l'éducation prioritaire. Vous nous avez assuré également que les postes hors la classe ne seraient pas utilisés pour ce dédoublement. Les 54 postes seront donc pris sur le solde des ouvertures / fermetures. Près de 150 fermetures annoncées lors du GT, révisables et définitives confondues, pour 19 ouvertures définitives.

Nous espérons donc, à l'issue de ce CTSD, un bon nombre de bonnes surprises : des fermetures levées en nombre et de nouvelles ouvertures notamment en maternelle.

Cette dotation n'est pas en phase avec les ambitions que nous nourrissons pour nos élèves : 40 postes pour le premier degré pour une légère baisse démographique, c'est une enveloppe bien maigre compte tenu des particularités de notre département : son étendue géographique avec ses toutes petites écoles, ses classes éparpillées, ses écoles REP + et REP et toutes celles qui mériteraient d'être classées en éducation prioritaire.

Pour la FSU, il est indispensable de penser la carte scolaire en abondant des postes nécessaires aux besoins nouveaux de la population, comme cela était le cas il y a peu. Et non comme aujourd'hui en cherchant où l'on va pouvoir récupérer des postes afin de répondre à la commande ministérielle.

Rappelons d'ailleurs que cette commande très médiatisée, à savoir le dédoublement des CP et CE 1 en éducation prioritaire, ne correspond en rien à la demande majoritaire des professeur-e-s des écoles. Ceux-ci engagé-e-s au quotidien dans la réussite scolaire de tous leurs élèves revendiquent, en premier lieu, la baisse des effectifs dans **toutes** les classes, une formation de qualité nourrie de la totalité de la recherche, et un accompagnement de qualité au quotidien par des équipes pluri professionnelles : RASED complets, AESH, assistant.es sociaux, infirmier.es, médecins scolaires, et tous les personnels qui concourent à mettre en œuvre une politique de prévention de la difficulté.

Je vous remercie.

